

MANQUE DE SOLIDARITÉ ET COUPS BAS MINENT LE CLAN PRÉSIDENTIEL

La guerre des chefs

Les relations entre les personnalités politiques choisies par le clan présidentiel pour les besoins du quatrième mandat sont particulièrement exécrables. Même si elle est incontournable, la reconduction de Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la République se déroulera dans un climat de «guerre des chefs».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Qui dirige la direction de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika? Abdelmalek Sellal, Ahmed Ouyahia, Abdelaziz Belkhadem, Amar Saâdani, Abdelkader Bensalah, Amara Benyounès, Amar Ghoul... ?, impossible d'imposer une quelconque hiérarchie au sein du clan des hommes du Président sortant.

Bien sûr, Abdelmalek Sellal a bien été nommé directeur de campagne, mais l'ex-Premier ministre est loin de faire l'unanimité. De tous les membres du

groupe, il est le seul à ne pas avoir de poste de responsabilité à la tête d'une institution ou d'un parti politique. La perte de son statut de Premier ministre l'a particulièrement affaibli même s'il bénéficie de la confiance de la fratrie Bouteflika.

Censé être son allié, Abdelaziz Belkhadem n'a pas manqué de le critiquer ouvertement. Invité, jeudi soir, de la chaîne Echorouk TV, l'ex-secrétaire général du Front de libération nationale a qualifié «d'inacceptable» la blague de Sellal sur les Chaouis. Selon lui, la vanne du

directeur de campagne de Abdelaziz Bouteflika est inacceptable car «elle porte atteinte à une composante de la société algérienne». Belkhadem ne s'arrête pas là puisqu'il juge totalement injustifiée l'attaque «au fly-tox» lancée par Sellal contre le «printemps arabe». Il faut dire aussi que Sellal est loin d'être ami avec Amar Saâdani. «Sellal n'est pas fait pour la politique. Sur ce terrain, il est un mauvais joueur. Il devrait se contenter de son rôle dans l'exécutif», avait déclaré, en novembre dernier, Amar Saâdani dans un entretien accordé au site d'information TSA. Entre Saâdani et Belkhadem les relations ne sont pas, non plus, au beau fixe. Les deux hommes, qui se sont succédé à la tête du Front de libération nationale, se vouent une

haine féroce. Au mois de janvier, Saâdani n'avait pas du tout apprécié l'apparition inopinée de son prédécesseur au moment où il prononçait un discours politique au complexe sportif Mohamed-Boudiaf. Se sentant piégé, il n'a eu d'autre choix que d'écourter son show. Jeudi, lors de son passage sur Echorouk TV, Abdelaziz Belkhadem avait confirmé s'être rangé aux côtés de Abderahmane Belayat pour exiger la tenue d'une session extraordinaire du Comité central du FLN.

Cette guerre entre secrétaires généraux du FLN existe également entre Ahmed Ouyahia et Abdelkader Bensalah, les dirigeants du Rassemblement national démocratique. Même si les deux hommes évitent les attaques en public ou par médias

interposés, leurs relations restent très tendues. A la veille du congrès ordinaire du RND, Bensalah avait appelé les militants de son parti à tourner «la page d'un passé peu confortable». Une allusion à peine voilée sur les 15 années de gestion d'Ahmed Ouyahia.

De leur côté, Amar Ghoul et Amara Benyounès, les benjamins du groupe, devront montrer les crocs pour éviter que leurs aînés ne prennent l'ascendant sur eux. Dans les coulisses, Saïd Bouteflika, le «chef des chefs», aura fort à faire pour éviter que ses éléments ne se marchent sur les pieds durant la campagne électorale. Car il ne faut surtout pas que leurs querelles fassent capoter le projet quatrième mandat.

T. H.

IL PROMET UNE RÉFORME «EN PROFONDEUR»

Benflis fustige le système judiciaire

C'est un véritable réquisitoire contre la justice qu'a dressé hier Ali Benflis. S'adressant aux membres de la Coordination nationale des avocats, le candidat aux élections présidentielle a dénoncé une justice qui n'existe qu'à travers les textes, promettant une réforme en profondeur du système judiciaire.

Nawal Imès — Alger (Le Soir) — Sujet de prédilection du candidat Benflis, la justice a été au cœur du discours qu'il a prononcé devant un parterre d'avocats. D'emblée, il dira que la justice en Algérie est «lente, complexe, onéreuse et enfermée dans des règles de procédure souvent paralysantes» et que «l'indépendance de la magistrature est proclamée dans

les textes mais est fragilisée dans la pratique». Résultat : «La justice est mal rendue en raison notamment de la massification des contentieux et des pressions subies par les magistrats», dit-il.

Il en résulte selon lui un déficit de crédibilité et une crise de confiance puisque, admet-il, «les citoyens ne sont pas toujours égaux devant la loi et les droits de la

défense sont souvent bafoués». Se disant désireux de «redorer le blason d'une autorité judiciaire faible», l'ancien ministre de la Justice a déroulé son programme en la matière, estimant qu'il était plus que nécessaire de réviser le code de procédure pénale avec une refonte totale de l'information judiciaire afin d'arriver à «rééquilibrer le rôle du magistrat et de l'avocat tout en mettant l'accent sur la présomption d'innocence qui, dit-il, doit devenir une règle et non une exception. Ali Benflis a plaidé pour la dépénalisation de «certaines affaires», comme les actes de

gestion puisqu'il considère que «certaines affaires qui passent en justice et au pénal pourraient être traitées devant une juridiction de droit civil». Le candidat Benflis a promis d'instituer l'appel en matière criminelle et de garantir la transparence dans les dépenses publiques, estimant qu'actuellement, des institutions de contrôle sont créées pour être mieux ligotées par la suite. Et de terminer en disant qu'il avait l'intention de «faire de la justice algérienne une justice de haute qualité», et que cela n'était pas qu'une simple promesse électorale.

N. I.

SORTIE MÉDIATIQUE DE LIAMINE ZEROUAL

Les partis politiques partagés

La sortie médiatique de l'ex-président de la République, Liamine Zeroual, après quinze années de réserve, qu'exige son statut, n'a pas manqué de susciter la réaction de la classe politique nationale. Si certains, comme Ali Benflis, se reconnaissent entièrement dans sa déclaration, d'autres, à l'exemple du

DJELLOUL DJOUDI, CHARGÉ DE COMMUNICATION DU PT : **«Nous n'avons pas oublié la fraude de 1997»**

«C'est un personnage qui a son poids et son avis compte, pour avoir dirigé le pays pendant une période sensible. Après chacun son opinion, le Parti des travailleurs est pour la liberté d'expression. Lorsque l'ex-président de la République, Liamine Zeroual, parle de rupture avec les pratiques du parti unique, nous nous reconnaissons dans son discours, à plus forte raison que le PT milite depuis longtemps pour la deuxième République. Mais quand M. Zeroual avance que c'est grâce à l'ANP que l'Algérie a renoué avec le calme et la stabilité, nous ne sommes pas d'accord là-dessus. D'abord, parce qu'il y a eu le sacrifice du peuple, à savoir le simple citoyen. Ensuite, l'option du tout sécuritaire adoptée à son époque avait montré ses limites, pour ne pas dire n'a pas donné ses fruits. Il fallait donc une solution politique et notre parti l'avait déjà relevé pendant les années 1990... pour avoir participé aux négociations de Sant'Egidio. Maintenant, et sur un autre chapitre, si l'ex-président de la République évoque l'importance de la transparence des élections, il faut quand même se rappeler de la plus grande frau-

de électorale de l'histoire de l'Algérie qui a eu lieu pendant les législatives de 1997, avec un parti comme le RND qui a raflé la mise après seulement trois mois d'existence. Quant à la question de la démocratie, le PT n'a pas oublié l'histoire de ses listes électorales des communales et APW de 1997 qui ont été rejetées par rapport à notre programme qui prônait la paix à travers la solution politique.»

ZINEDDINE TEBBAL, PORTE-PAROLE DU MSP : **«Nous ne sommes pas d'accord sur la solution par les urnes»**

«Nous partageons parfaitement la lecture qu'a faite l'ex-président de la République, Liamine Zeroual, de la gravité de la situation politique que traverse le pays, et pas seulement. Son analyse est très proche de la nôtre. Mais à la différence, et lorsque M. Zeroual appelle le peuple à voter massivement pour changer le cours des choses, c'est-à-dire contrer le quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika, nous ne partageons pas son avis. Le MSP pense que ce n'est pas la solution adéquate, du moment que les jeux sont faits d'avance et les échéances du 17 avril 2014 ne sont qu'une simple formalité.»

MSP et Jil Jadid, ne partagent pas son avis quant à la solution qu'il prône pour une transition démocratique : le passage par les urnes. Restent ceux, et pour ne citer que le PT, qui n'ont pas oublié la plus grande fraude électorale de toute l'histoire de l'Algérie, à savoir les législatives de 1997.

SOFIANE SAKHRI, PORTE-PAROLE DE JIL JADID : **«Nous condamnons autant que lui le viol de la Constitution»**

«Nous respectons beaucoup la personne de Liamine Zeroual, pour avoir gouverné le pays pendant sa plus critique période que sont les années 1990. Lorsque l'ex-président de la République condamne la violation de la Constitution en 2008 et évoque l'importance de l'alternance au pouvoir, nous partageons entièrement son avis. C'est pour dire que Jil Jadid s'inscrit même dans cette logique. Mais si M. Zeroual espère toujours un changement à travers les urnes, nous ne sommes pas d'accord là-dessus, car cette fois-ci, nous ne sommes plus dans un processus électoral mais dans un coup d'Etat.»

ALI BENFLIS, CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE : **«Je m'associe pleinement à son appel»**

«Le président Liamine Zeroual n'a pas agi seulement en qualité d'ancien chef d'Etat mais également en tant que patrio-

te, conscient de la gravité de la situation et soucieux de la stabilité de l'Algérie qu'il a servie avec courage, intégrité et dévouement. Il fait le diagnostic. Il fait le diagnostic d'un sage de la Nation qui a dirigé notre pays dans ses moments les plus difficiles depuis l'indépendance. Il propose une issue à l'impasse à laquelle est confrontée l'Algérie, une réhabilitation des missions des institutions et l'organisation de l'alternance politique dans des conditions ordonnées et apaisées. Il propose d'adopter une démarche qui tend vers les convergences nationales et qui s'appuie sur le dialogue, la concertation et l'écoute mutuelle. Le projet de renouveau national que je propose aux Algériennes et aux Algériens s'inscrit dans cette perspective et vise le même objectif. Je partage, à ce titre, son inquiétude sur la situation politique actuelle, marquée par l'aventurisme politique et un coup de force contre les institutions. Je m'associe pleinement à son appel, à prendre conscience que le pays est en danger ainsi qu'à son invitation à un sursaut patriotique pour que les prochaines élections représentent une véritable transition vers un Etat de droit, porté par des institutions légitimes et crédibles, garantes de la stabilité nationale et mises au service exclusif du citoyen.»

Propos recueillis par Mehdi Mehenni